

32^e SESSION

CG32(2017)05
 24 mars 2017

Seul le prononcé fait foi

Communication de la Présidente du Congrès, Gudrun Mosler-Törnström, à la 32^e Session

28 mars 2017

Au mois d'octobre dernier, j'ai reçu des mains du Président sortant, Jean-Claude Frécon, le témoin de la présidence du Congrès, dans l'esprit d'une action collectivement menée par les présidents successifs. Je reprends ici cette métaphore de la course de relais qu'il a développée en présentant le bilan de son mandat et à mon tour, en octobre 2018, je passerai le relais à mon successeur. Mais de quoi ce relais est-il fait ?

Il s'agit avant tout de la conviction que les collectivités territoriales accomplissent une part considérable de l'action publique dans nos Etats. Et pour pouvoir mener cette action de façon efficace et bénéfique pour tous les citoyens, les collectivités ont besoin de moyens appropriés c'est-à-dire de budgets, de compétences, de lois et de protections juridiques.

En bref, j'ai la conviction, et je veux la partager avec vous, que notre rôle est important pour nos sociétés, que nous devons le remplir sur le terrain avec dynamisme et enthousiasme, et c'est ce qui nous réunit, au sein de notre Assemblée. Mais soyons réalistes, nous n'en sommes pas tous au même point dans nos pays respectifs. Certains pays sont plus avancés que d'autres en termes de qualité de l'action publique locale et régionale mais quelle que soit les différences de situation, je reste convaincue, que nous partageons la même conception de l'utilité de notre action et de sa nécessité. Car si nous, membres du Congrès, ne portions pas cette conviction, à quoi servirions-nous ?

Il m'arrive de constater un manque d'engagement de certaines délégations dans la défense de leurs propres prérogatives vis-à-vis des gouvernements centraux et j'aimerais rappeler aujourd'hui, à l'ouverture de cette première session pour 2017, que nous sommes les représentants des 200 000 collectivités territoriales et non pas de leurs gouvernements. Certes, nous travaillons étroitement avec les gouvernements centraux et nous continuerons à le faire mais nous ne sommes pas ici pour représenter nos gouvernements. Nous sommes les représentants des gouvernements locaux et régionaux, au service des citoyens. C'est cette conviction qui devrait être notre boussole.

Chers collègues, je vous le demande avec sincérité et gravité : soyez les militants acharnés de l'autonomie des villes et des régions. L'Europe de la démocratie et l'Europe des valeurs vont mal. Jean-Claude Frécon, dans son discours en mars de l'année dernière, disait que « les nuages s'amoncellent au-dessus de l'Europe ». Il posait en cela un diagnostic très pessimiste mais aussi très réaliste sur la situation dans nos Etats membres et, en particulier, sur la situation de la démocratie locale et régionale. Quand je vois des maires élus arrêtés et remplacés par des fonctionnaires, quand je vois des compétences transférés vers les gouvernementaux centraux au prétexte de faire des économies, quand souffle le vent de la recentralisation, j'ai l'impression que la grande ambition qui est la nôtre, celle que nous défendons depuis très exactement 60 ans au sein du Conseil de l'Europe, cette ambition est mise à mal.

Mais il n'y a pas de fatalité à cela, chers collègues et c'est là le sens que je souhaite donner à ma présidence. Rien n'est écrit et tout est possible. Tout dépend de notre capacité à nous mobiliser, à nous investir afin de convaincre nos capitales, afin de convaincre ici à Strasbourg le Comité des Ministres que les crises que nous traversons peuvent être surmontées par une action collective, concertée et concrète à laquelle nous pouvons et devons contribuer.

Les collectivités locales et régionales ont un rôle éminemment stratégique à jouer dans tous nos Etats. Comment en seraient-elles convaincues si nous, au Congrès, ne sommes pas les porteurs enthousiastes de ce message ?

Chers collègues, je vous invite à vous mobiliser contre toute forme de recul de l'autonomie locale et de toute forme de défaitisme. Nous devons et nous pouvons inverser les tendances, pour continuer à progresser sur la voie de l'autonomie locale et régionale et, en le faisant, nous apporterons une contribution, que je crois majeure, à la stabilité démocratique de notre continent.